

**Audience publique de vacation du 22 juillet 2020**

Recours formé par  
Monsieur ..., ...,  
contre une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile,  
en matière de police des étrangers

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 42446 du rôle et déposée le 4 mars 2019 au greffe du tribunal administratif par Maître Ardavan Fatholahzadeh, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ..., de nationalité libanaise, demeurant à ..., tendant à l'annulation d'une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 14 décembre 2018 refusant de faire droit à sa demande en obtention d'un report à l'éloignement ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 24 mai 2019 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision attaquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport à l'audience publique du 22 avril 2020, et vu les remarques écrites de Maître Ardavan Fatholahzadeh et du délégué du gouvernement produites avant l'audience conformément à la circulaire du président du tribunal administratif du 6 avril 2020.

---

En date du 15 décembre 2015, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, ci-après désigné par « le ministère », une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, entretemps abrogée par la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, ci-après désignée par « la loi du 18 décembre 2015 ».

Monsieur ... fut débouté de sa demande de protection internationale par une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après désigné par « le ministre », du 11 septembre 2017 dont le bien-fondé fut définitivement confirmé par un arrêt de la Cour administrative du 6 novembre 2018, inscrit sous le numéro 41545C du rôle.

Par courrier de son litismandataire du 11 décembre 2018, Monsieur ... introduisit auprès du ministère une demande en obtention d'un report à l'éloignement au sens des articles 125 bis et 129 de la loi modifiée du 29 août 2008 relative à la libre circulation des personnes et l'immigration, ci-après désignée par « la loi du 29 août 2008 ».

Par décision du 14 décembre 2018, expédiée par courrier recommandé du même jour, le ministre refusa de faire droit à cette demande sur base des motifs et considérations suivants :

*« J'ai l'honneur de me référer à votre courrier du 11 décembre 2018 par lequel vous sollicitez pour le compte de votre mandant une demande en obtention d'un report à l'éloignement conformément à l'article 125 bis de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et de l'immigration.*

*Par la même occasion, vous exposez la situation de votre mandant ainsi que la menace par le Hezbollah qui menacerait la vie de votre mandant.*

*En réponse permettez-moi de vous informer que je ne suis malheureusement pas en mesure de donner une suite favorable à votre demande étant donné que Monsieur ... ne remplit pas les conditions à l'article 125 bis de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration. En revanche, j'invite votre mandant à prendre contact avec Mme [...] de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) qui l'assistera lors de ses démarches auprès de son ambassade en vue d'un retour volontaire. [...] ».*

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 4 mars 2019, inscrite sous le numéro 42446 du rôle, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à l'annulation de la décision ministérielle, précitée, du 14 décembre 2018 portant rejet de sa demande en obtention d'un report à l'éloignement.

Etant donné qu'en la présente matière aucun recours au fond n'est prévu ni par la loi du 29 août 2008, ni par une autre disposition légale, le demandeur a valablement pu introduire un recours en annulation contre la décision ministérielle déférée refusant de faire droit à sa demande en obtention d'un report à l'éloignement.

Dans son mémoire en réponse, le délégué du gouvernement relève que l'adresse mentionnée dans la requête introductive d'instance serait inexacte, de sorte qu'il appartiendrait au demandeur, sinon à son mandataire de faire part aux autorités ministérielles et judiciaires de son adresse actuelle de séjour en vue de régulariser le vice de forme affectant la requête introductive.

Or, à défaut pour le délégué du gouvernement de tirer de ce prétendu vice de forme une quelconque conclusion en droit tenant à la recevabilité du recours sous analyse, le tribunal n'a pas à examiner la régularité formelle de l'acte introductif d'instance.

A défaut d'autres moyens d'irrecevabilité soulevés, le recours en annulation, ayant, par ailleurs, été introduit dans les formes et délai de la loi, est dès lors recevable.

A l'appui de son recours et en fait, le demandeur explique qu'il est de nationalité libanaise et de confession musulmane sunnite, mais qu'en raison de sa situation particulière et de la situation d'insécurité générale régnant dans son pays d'origine par le fait des membres du groupe islamiste Hezbollah, un retour au Liban l'exposerait au risque de subir des traitements inhumains et dégradants au sens de l'article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, ci-après désignée par « la CEDH », raison pour laquelle il aurait sollicité le 11 décembre 2018 un report à l'éloignement sur le

fondement de l'article 125 bis de la loi du 29 août 2008.

En droit, il invoque de prime abord une violation de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et de communes, ci-après désigné par « le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 », pour absence de toute motivation contenue dans la décision déferée laquelle se baserait, selon lui, uniquement sur la loi du 29 août 2008 sans préciser concrètement, dans le cas de l'espèce, les raisons de fait permettant de justifier le refus du ministre.

Il se prévaut, ensuite, d'une violation de l'article 125 bis de la loi du 29 août 2008 en avançant que, tel qu'il l'aurait exposé dans le cadre de sa demande de protection internationale, en cas de retour au Liban, il risquerait d'être exposé à des traitements inhumains et dégradants en raison de son refus de se conformer aux directives des membres du groupe islamiste Hezbollah et plus particulièrement de se rendre à leur bureau de recrutement, de peur d'être envoyé de force en Syrie afin d'y combattre. Au vu des raisons l'ayant décidé de ne pas donner suite à cette convocation, il devrait être admis qu'il a quitté son pays d'origine pour des motifs de conscience et parce qu'il aspirait à une vie tranquille, sans guerre, de même que pour éviter d'« être un moyen de répression entre les mains du Hezbollah » qui contrôlerait une grande partie de son pays d'origine. Comme il serait dès lors sans doute considéré par les membres du groupe islamiste Hezbollah comme un ennemi, un retour au Liban lui causerait un grief en violation des articles 3 et 13 de la CEDH, ainsi qu'« un grief défendable tiré d'une autre disposition de la Convention », en le soumettant à un « risque de mauvais traitements contraire à l'article 3, 5 et 9 de ladite Convention ».

En citant des extraits d'un article publié sur le site « Wikipédia », ainsi que d'un article paru dans *L'Orient-le jour*, intitulé « *La stratégie de défense, porte d'entrée pour un retour du Hezbollah au Liban* », du 28 février 2019, il met en exergue l'organisation, les activités paramilitaires, ainsi que le pouvoir décisionnaire et l'influence du Hezbollah dans son pays d'origine, en soulignant qu'il s'agirait d'un groupe islamiste chiite, allié au régime syrien, et combattant, dans la guerre civile syrienne, contre les rebelles et l'Etat islamique.

Il se réfère, ensuite, à deux rapports de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada des 29 octobre 2015<sup>1</sup> et 6 novembre 2018<sup>2</sup> dont il se dégagerait notamment que le Hezbollah se livrerait au recrutement forcé depuis qu'il participe plus activement au conflit en Syrie, que des personnes ayant refusé de se joindre au Hezbollah auraient disparu

---

<sup>1</sup> Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada du 29 octobre 2015 « *Liban : information sur les pratiques de recrutement du Hezbollah, y compris sur le recrutement forcé, notamment auprès de jeunes chiïtes; les conséquences pour ceux qui refusent de se joindre au Hezbollah; la disponibilité d'une protection offerte par l'État; les régions contrôlées par le Hezbollah, y compris la capacité du groupe de trouver une personne qu'il recherche lorsqu'elle retourne au Liban; la présence d'espions ou d'informateurs du Hezbollah à l'extérieur des régions contrôlées par l'organisation; information indiquant si les étudiants libanais chiïtes revenant au pays après des études à l'étranger sont tenus pour des espions (2013-octobre 2015)* ».

<sup>2</sup> Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada du 6 novembre 2018 : « *Liban : information sur le Hezbollah [Hizbollah, Hizbullah], y compris la participation et la représentation politiques, les activités militaires et les régions sous son contrôle; les méthodes de recrutement, y compris les conséquences subies par les personnes qui refusent d'y adhérer; information indiquant si le Hezbollah cible certains segments de la société à des fins de recrutement, y compris les citoyens libanais qui reviennent de l'étranger; information sur la capacité de trouver une personne dans le pays; la protection offerte par l'Etat (2016-novembre 2018)* » <https://irb-cisr.gc.ca/fr/renseignements-pays/rdi/Pages/index.aspx?doc=457661&pls=1>.

et que les forces gouvernementales seraient incapables d'appliquer la loi dans les banlieues au sud de Beyrouth qui seraient principalement contrôlées par le Hezbollah.

Le demandeur insiste, à cet égard, sur sa crainte d'être recherché et retrouvé par le Hezbollah en cas de retour dans son pays d'origine, alors qu'il ressortirait des mêmes rapports que celui-ci exercerait une influence sur certains membres des services de sécurité du Liban et que ledit groupe pourrait retrouver n'importe qui au Liban en raison de la relation étroite entre celui-ci et la Direction générale de la sûreté générale (DGSG). Par ailleurs, le gouvernement libanais n'aurait pas pris de mesure significative pour désarmer le Hezbollah ou le priver de ses refuges en territoire libanais, lequel continuerait à y procéder à des arrestations et à des détentions extrajudiciaires, dont la détention sans contact avec l'extérieur.

Au vu de qui précède, le demandeur estime qu'il serait indéniable que son refus d'accepter l'autorité du Hezbollah et son opposition au régime et aux préceptes politiques et religieux mis en place dans son pays d'origine, le mettraient dans une situation de danger réel et sérieux en ce qu'il risquerait d'y faire l'objet de traitements dégradants et inhumains, voire de se faire enrôler et envoyer de force en Syrie, et ce en violation des articles 3 de la CEDH et 125 bis et 129 de la loi du 29 août 2008.

Il fait encore valoir qu'une fois arrivé sur le sol libanais, il risquerait, au vu de sa situation particulière de fuite, respectivement de son refus de se rendre à la convocation du Hezbollah, de subir les traitements inhumains tant redoutés et d'être assimilé à un opposant au régime en place selon la perception du Hezbollah, tout en insistant sur le fait qu'il n'aurait aucun moyen de se défendre, ni de demander une protection aux autorités de son pays d'origine, ceci notamment au vu du fait qu'il « *s'inscrir[ait] de facto dans une population minoritaire en perpétuel conflit avec le Hezbollah, respectivement l'autorité libanaise* ».

Il en conclut qu'en le renvoyant dans un pays où il risquerait des traitements inhumains et dégradants ainsi qu'une détention arbitraire, sans disposer d'une quelconque protection de la part des autorités locales, voire de la possibilité d'avoir accès à un procès équitable, le ministre aurait violé les articles 125bis et 129 de la loi du 29 août 2008, 3, 7, 6, 9 et 13 de la CEDH et 1<sup>er</sup> et 3 de la Convention des Nations Unies contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ci-après désignée par « la Convention des Nations Unies ».

Le délégué du gouvernement, de son côté, estime que le ministre aurait fait une saine appréciation de la situation du demandeur, de sorte que ce serait à bon droit qu'il a refusé de lui accorder un report à l'éloignement.

S'agissant, tout d'abord, de la demande en communication du dossier administratif formulée par le demandeur exclusivement dans le dispositif de la requête introductive, le tribunal constate que la partie étatique a déposé ensemble avec son mémoire en réponse, une farde de pièce correspondant *a priori* au dossier administratif. A défaut pour le demandeur de remettre en question le caractère complet du dossier mis à disposition à travers le mémoire en réponse, la demande en communication du dossier administratif est à rejeter comme étant devenue sans objet.

En ce qui concerne, ensuite, la légalité externe de la décision déférée, le tribunal relève que suivant l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979, précité, toute décision administrative doit reposer sur des motifs légaux et les catégories de décisions y énumérées, notamment celles refusant de faire droit à une demande de l'administré, doivent formellement indiquer les motifs par l'énoncé au moins sommaire de la cause juridique qui leur sert de fondement et des circonstances de fait à leur base. Dans la mesure où la décision déférée refuse de faire droit à la demande en obtention d'un report à l'éloignement de l'intéressé, elle tombe dans le champ d'application de l'article 6 précité du règlement grand-ducal du 8 juin 1979.

Force est à cet égard encore de relever que les motifs sur lesquels repose l'acte, si l'acte lui-même ne les précise pas, il est loisible à l'administration de les présenter en cours d'instance, à condition que la juridiction administrative puisse en contrôler la légalité au moment où elle est appelée à statuer.<sup>3</sup>

Or, en l'espèce, force est de constater que si la décision querellée se limite certes à faire mention de l'article 125bis de la loi du 29 août 2008 pour indiquer la cause juridique gisant à sa base, il n'en reste pas moins que le délégué du gouvernement a, à travers son mémoire en réponse, fourni une motivation circonstanciée quant aux raisons ayant amené le ministre à refuser à Monsieur ... un report à l'éloignement, à savoir que le cas de figure défini à l'article 129 de la loi du 29 août 2008 tiré de l'impossibilité de regagner son pays d'origine en raison de traitements contraires à l'article 3 de la CEDH aurait déjà été toisé par la décision ministérielle du 11 septembre 2017 refusant de faire droit à la demande de protection internationale du demandeur, confirmée définitivement par la Cour administrative dans son arrêt, précité, du 6 novembre 2018.

Par conséquent, dans la mesure où la décision se trouve suffisamment motivée et que le demandeur aurait, par ailleurs, pu prendre position y relativement à travers un mémoire en réplique, ce qu'il est resté en défaut de faire, le moyen tiré d'un défaut de motivation est rejeté, étant, à cet égard, relevé que l'indication des motifs de refus n'est pas à confondre avec la question de l'existence des motifs et de leur bien-fondé, examen qui sera fait ci-après.

Ensuite, s'agissant de la légalité interne de la décision attaquée, le tribunal relève qu'aux termes de l'article 125bis de la loi du 29 août 2008 : « (1) *Si l'étranger justifie être dans l'impossibilité de quitter le territoire pour des raisons indépendantes de sa volonté ou s'il ne peut ni regagner son pays d'origine, ni se rendre dans aucun autre pays conformément à l'article 129, le ministre peut reporter l'éloignement de l'étranger pour une durée déterminée selon les circonstances propres à chaque cas et jusqu'à ce qu'existe une perspective raisonnable d'exécution de son obligation. L'étranger peut se maintenir provisoirement sur le territoire, sans y être autorisé à séjourner. (...)* ».

Il s'ensuit que le ministre peut reporter l'éloignement de l'étranger pour une durée déterminée selon les circonstances si l'étranger justifie être dans l'impossibilité de quitter le territoire pour des raisons indépendantes de sa volonté ou encore s'il ne peut ni regagner son pays d'origine, ni se rendre dans un autre pays conformément à l'article 129 de la loi du 29 août 2008, disposition qui quant à elle dispose comme suit :

---

<sup>3</sup> Trib. adm. 26 avril 2004, n° 17153 du rôle, Pas. adm. 2019, V° Procédure administrative non contentieuse, n° 85 et les autres références y citées.

*« L'étranger ne peut être éloigné ou expulsé à destination d'un pays s'il établit que sa vie ou sa liberté y sont gravement menacées ou s'il y est exposé à des traitements contraires à l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 ou à des traitements au sens des articles 1<sup>er</sup> et 3 de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ».*

Il s'ensuit que l'article 129 précité s'oppose à ce qu'un étranger soit éloigné ou expulsé à destination d'un pays s'il est établi que sa vie ou sa liberté y sont gravement menacées ou s'il y est exposé à des traitements contraires notamment à l'article 3 de la CEDH.

Partant, une lecture combinée des articles 125bis et 129 de la loi du 29 août 2008 amène le tribunal à retenir qu'au cas où l'étranger réussit à établir qu'il risque sa vie ou sa liberté dans le pays à destination duquel il sera éloigné ou qu'il y sera exposé à des traitements contraires à l'article 3 de la CEDH, le ministre est dans l'obligation de reporter l'éloignement, nonobstant le libellé de l'article 125bis qui exprime par l'utilisation du mot « *peut* » l'existence d'une simple faculté dans le chef du ministre<sup>4</sup>.

Force est de constater que le demandeur, en se prévalant d'un risque de subir des mauvais traitements contraires à l'article 3 de la CEDH en cas de retour dans son pays d'origine en raison du fait qu'il refuserait de se conformer aux directives des membres du Hezbollah, d'une part, et de la situation préoccupante qui règnerait de manière générale au Liban, d'autre part, fait valoir qu'il lui serait impossible de retourner au Liban alors que sa vie y serait en danger, de sorte que ses moyens se limitent au cas de figure prévu à l'article 129 de la loi du 29 août 2008. Le premier cas de figure défini par l'article 125bis de la loi du 29 août 2008, à savoir celui relatif à l'impossibilité de quitter le territoire pour des raisons indépendantes de la volonté de la personne concernée, n'a donc pas à être examiné par le tribunal.

En ce qui concerne, ensuite, la crainte du demandeur d'être exposé à un risque pour sa vie et/ou sa liberté, ainsi qu'à des traitements contraires à l'article 3 de la CEDH en cas de retour au Liban, il y a lieu de rappeler qu'il a déposé le 15 décembre 2015 une demande de protection internationale au Luxembourg de laquelle il a été débouté par une décision du ministre du 11 septembre 2017 ayant été confirmée définitivement par la Cour administrative à travers son arrêt, précité, du 6 novembre 2018.

Pour ce qui est des motifs invoqués à la base de ladite demande de protection internationale, il ressort de la décision ministérielle, précitée, du 11 septembre 2017, ainsi que de l'arrêt de la Cour administrative du 6 novembre 2018 que Monsieur ... avait quitté le Liban au motif qu'il « *soupçonn[ait] que ce rendez-vous au bureau du Hezbollah aurait eu pour but de [le] recruter et par la suite [l']envoyer en Syrie pour combattre* », le ministre ayant encore souligné que le demandeur aurait précisé plus tard que le Hezbollah ne l'aurait « *pas demandé d'une façon personnelle (...), mais chaque personne qui est prise par le Hezbollah doit aller combattre en Syrie* ». ».

Force est dès lors de constater que les raisons invoquées par le demandeur à l'appui de sa demande en obtention d'un report à l'éloignement, à savoir le fait qu'il risquerait des traitements inhumains et dégradants en cas de retour dans son pays d'origine au vu de son refus de se conformer aux directives des membres du Hezbollah et, plus particulièrement, de

---

<sup>4</sup> Trib. adm. 14 novembre 2012, n°29750, Pas. adm. 2019, V° Etrangers, n°746 et les autres références y citées.

répondre à la convocation qu'il aurait reçue en vue de se présenter au bureau de recrutement de peur d'être envoyé de force en Syrie pour y combattre, sont exactement les mêmes que celles invoquées par-devant le ministre lors du dépôt de sa demande de protection internationale.

Or, dans l'arrêt, précité, du 6 novembre 2018 ayant définitivement débouté le demandeur de sa demande de protection internationale, la Cour administrative a confirmé les premiers juges en ce qu'ils ont retenu que Monsieur ... n'a pas fait état d'un quelconque fait concret ou d'une quelconque menace susceptibles d'être considérés comme acte de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, approuvée par une loi du 20 mai 1953, et le Protocole relatif au statut des réfugiés, fait à New York, le 31 janvier 1967, approuvé par le règlement grand-ducal du 6 janvier 1971, l'ensemble de ces dispositions étant ci-après désigné par « la Convention de Genève », et que la simple considération qu'un inconnu se soit présenté à son domicile pour le convoquer à rejoindre le Hezbollah, sans pour autant le menacer concrètement, serait à qualifier de crainte purement hypothétique, ce d'autant plus que Monsieur ... n'aurait même pas jugé utile de signaler cette tentative de « *recrutement forcé* » aux autorités libanaises ou de porter plainte contre les membres du Hezbollah, de sorte que les faits mis en avant par lui n'avaient pas permis de retenir dans son chef une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève et de la loi du 18 décembre 2015 ou de conclure qu'il existerait des motifs sérieux et avérés de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine, il courrait un risque réel de subir, en raison de ces mêmes faits, des atteintes graves telles que visées aux points a), b) et c) de l'article 48 de la loi du 18 décembre 2015. La Cour administrative a de même été amenée à confirmer les premiers juges en ce qu'ils avaient retenu, par rapport à l'ordre de quitter le territoire prononcé contre le demandeur, qu'il n'existerait pas un risque suffisamment réel pour que son renvoi dans son pays d'origine soit, dans les circonstances telles qu'analysées, incompatible avec les articles 3 de la CEDH et 129 de la loi du 29 août 2008.

Dans la mesure où le demandeur a sollicité un report à l'éloignement seulement un mois après le prononcé de l'arrêt en question, à savoir le 11 décembre 2018, et qu'il a basé sa demande sur le même récit que celui ayant été analysé par la Cour administrative et ayant amené celle-ci à rejeter définitivement sa demande de protection internationale, sans invoquer des éléments pertinents nouveaux qui se seraient produits entre le 6 novembre et le 11 décembre 2018, voire le 14 décembre 2018, date de la prise de la décision litigieuse, le ministre ne pouvait se départir, en l'espèce, des enseignements retenus par la Cour administrative à travers son arrêt du 6 novembre 2018, étant relevé que l'affirmation contenue dans la demande de report à l'éloignement du 11 décembre 2018, d'ailleurs non réitérée dans le cadre du présent recours, suivant laquelle son frère aurait disparu sans laisser de trace, disparition qu'il attribue au Hezbollah, reste à l'état de pure allégation. A supposer même que le Hezbollah soit responsable de la disparition de son frère, force est de relever que le demandeur ne fournit aucun élément en relation avec sa situation particulière dont il se dégagerait qu'il risquerait de subir le même sort que son frère étant, en effet, relevé que des faits subis par des tiers ne sont susceptibles de fonder une crainte de persécution au sens de la Convention de Genève que si le demandeur d'asile établit dans son chef un risque réel d'être victime d'actes similaires en raison de circonstances particulières<sup>5</sup>, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. Le sort prétendument subi par son frère n'est dès lors pas de nature à remettre en cause ce qui avait précédemment été décidé par la Cour administrative s'agissant du risque que lui-même encourt en cas de retour dans son pays d'origine.

---

<sup>5</sup> Trib. adm. 10 janvier 2011, n° 27191 du rôle, Pas. adm. 2019, V° Etrangers, n° 181.

C'est encore à juste titre que le délégué du gouvernement fait, à cet égard, valoir qu'une demande de report à l'éloignement ne saurait permettre à une personne définitivement déboutée de sa demande de protection internationale de reformuler une opposition de quitter le territoire pour des motifs tranchés définitivement en dernier ressort par une autorité judiciaire, ouvrant en quelque sorte une troisième voie de recours contre un arrêt rendu en dernier ressort par rapport à une décision ayant entretemps acquis force de chose décidée et jugée.

Partant, étant donné que le demandeur n'est pas fondé à s'appuyer sur les mêmes faits, sous-tendus qui plus est par des pièces dont la plupart ont déjà été invoquées dans le cadre de son recours contentieux en relation avec sa demande de protection internationale et rejetés par la Cour administrative par rapport à la même disposition légale que celle invoquée en l'espèce, à savoir l'article 129 de la loi du 29 août 2008 combiné à l'article 3 de la CEDH, et à défaut d'élément pertinent nouveau soumis au ministre au moment de la prise de la décision litigieuse qui n'aurait pas été examiné par la Cour administrative dans son arrêt du 6 novembre 2018, c'est à bon droit que le ministre a refusé d'accorder le report à l'éloignement à Monsieur ....

Il s'ensuit, au vu de l'ensemble de considérations qui précèdent, que le recours sous analyse est à rejeter pour être non fondé.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit en la forme le recours en annulation dirigé à l'encontre de la décision ministérielle du 14 décembre 2018 portant refus d'accorder au demandeur un report à l'éloignement ;

au fond, le déclare non justifié et, partant, en déboute ;

rejette la demande en communication du dossier administratif comme étant devenue sans objet ;

condamne le demandeur aux frais et dépens.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique de vacation du 22 juillet 2020 par :

Annick Braun, vice-président,  
Alexandra Castegnaro, premier juge,  
Alexandra Bochet, juge,

en présence du greffier en chef Xavier Drebenstedt.

s. Xavier Drebenstedt

s. Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original  
Luxembourg, le 23 juillet 2020  
Le greffier du tribunal administratif